

Activité économique

Depuis la sortie du confinement et selon les informations disponibles au 27 mai, l'activité économique française se serait nettement reprise par rapport aux semaines précédentes, mais demeurerait à un niveau inférieur de 21 % par rapport à une situation normale. D'après certains indicateurs haute fréquence, cette reprise de l'activité aurait été progressive autour du 11 mai, date du déconfinement.

Sauf résurgence de l'épidémie de covid-19, la reprise devrait se poursuivre progressivement durant les prochains mois, même si le retour au niveau d'activité économique d'avant crise sanitaire pourrait prendre du temps. Nous estimons que compte tenu des estimations précédentes, le PIB français diminuerait d'environ 20 % au deuxième trimestre 2020 (après -5,8 % au premier). Ce serait la plus forte récession depuis la création des comptes nationaux français en 1948.

Après la sortie du confinement, l'activité économique française rebondirait mais demeurerait toujours en deçà de l'activité normale, de l'ordre de -21 %

Depuis le 11 mai, date de sortie du confinement, l'activité économique serait inférieure de 21 % par rapport à une situation « normale ». Cette perte constituerait tout de même un rebond de plus de 10 points de pourcentage par rapport à la précédente estimation, publiée le 7 mai, portant sur la dernière quinzaine pré-déconfinement (-33 %). Dans les seules branches marchandes, la perte d'activité économique serait de 25 % (contre -39 % avant le déconfinement). Cette relative reprise de l'activité économique s'observe dans l'ensemble des branches dont l'activité est autorisée. La perte d'activité économique aurait notamment été divisée par deux dans

la construction (-38 % contre -75 % avant le déconfinement) reflétant la reprise de certains chantiers. Dans l'industrie, la perte d'activité aurait repris quatorze points par rapport aux semaines précédentes (-24 % contre -38 %). Si la reprise du travail a pu se poursuivre, l'activité resterait affectée, entre autres, par une demande en berne et des stocks importants à écouler. Dans les services, la perte d'activité économique se situerait au même niveau. Les interdictions et limitations d'activité (hébergement-restauration, transports, activités culturelles etc.) mais également la moindre demande nationale freineraient la reprise.

La reprise globale de l'activité aurait été graduelle autour de la date du déconfinement et non soudaine (*encadré*), à la différence de ce que l'on observe pour la consommation des ménages. Bien que le constat puisse être différent d'une branche à l'autre (notamment certaines branches des services pour lesquels l'activité a seulement été autorisée à partir du 11 mai), cela pourrait indiquer un comportement d'anticipation de la part des entreprises ou refléter la mise en place progressive de conditions de travail adaptées permettant la reprise de l'activité avant le déconfinement.

Avec un scénario d'activité économique toujours affectée en juin, le PIB pourrait diminuer de l'ordre de 20 % au deuxième trimestre 2020

L'enquête ACEMO-Covid de mai, réalisée par la Dares avec l'appui de l'Insee, a interrogé¹ les entreprises sur leur rythme anticipé de reprise d'activité économique après le 11 mai. Leurs réponses ventilées par branches, permettent d'établir à partir des estimations des pertes d'activité économique publiées dans le *Point de*

1. L'enquête concerne les entreprises de 10 salariés ou plus du secteur privé non agricole. Elles ont été interrogées entre le 1er et le 12 mai 2020.

La question retenue pour établir le scénario d'activité économique de juin est la suivante : « À partir du 11 mai, avec le début prévu du déconfinement, au bout de combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre structure va reprendre normalement ? ». Les modalités de réponses sont :

1. L'activité n'a pas été affectée ou est déjà revenue à la normale
2. L'activité reviendra à la normale
3. L'activité reviendra très vite à la normale, un mois après la sortie de la crise
4. L'activité mettra deux ou trois mois à revenir à la normale
5. L'activité mettra plus de trois mois à revenir à la normale
6. L'activité a été affectée de manière plus durable et ne reviendra pas à la situation antérieure avant la fin de l'année
7. Ne sais pas.

conjoncture du 7 mai, un scénario de reprise d'activité pour le mois de juin².

Ainsi, compte tenu des informations disponibles au 27 mai, l'activité économique en juin pourrait être de l'ordre de 14 % inférieure à la normale (après -25 % en moyenne en mai et -35 % en moyenne en avril ; voir *Points de conjoncture* précédents). Au deuxième trimestre, le PIB diminuerait ainsi de l'ordre de 20 % après -5,8 % au premier trimestre, soit la plus importante récession depuis la création des comptes nationaux français en 1948. Cette prévision doit néanmoins être prise avec précaution dans la mesure où les rythmes anticipés de reprise d'activité des entreprises sont

par nature très incertains mais également du fait du nombre conséquent d'entreprises déclarant ne pas connaître leur rythme de reprise (celles-ci représentent un quart des salariés).

S'il était suivi d'un retour immédiat à la normale dès le mois de juillet, un tel décrochement de l'activité économique prévu au premier semestre se traduirait par une perte de près de 8 points du rythme de croissance annuelle du PIB en 2020. L'impact global de l'épidémie en 2020 sera néanmoins certainement supérieur, car la reprise économique, en France et dans le monde, sera *a priori* encore progressive au second semestre. ■

2. L'enquête a également permis d'estimer en partie l'activité économique après le 11 mai.

Tableau 1 - Estimation de la perte d'activité après le déconfinement du 11 mai

Branches	Part dans le PIB (en %)	Perte d'activité (en %)	Contributions à la perte d'activité (en points de PIB)	Perte d'activité estimée le 7 mai (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	2	-6	-0,1	-13
Industrie	14	-24	-3	-38
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	2	-2	0	-5
Cokéfaction et raffinage	0	-35	-0,1	-55
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines	1	-42	-1	-61
Fabrication de matériels de transport	1	-54	-1	-69
Fabrication d'autres produits industriels	6	-25	-2	-43
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	2	-14	0	-23
Construction	6	-38	-2	-75
Services princip. marchands	56	-25	-14	-36
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	10	-27	-3	-47
Transports et entreposage	5	-40	-2	-59
Hébergement et restauration	3	-90	-3	-90
Information et communication	5	-23	-1	-31
Activités financières et d'assurance	4	0	0	0
Activités immobilières	13	-1	-0,1	-2
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	14	-26	-3	-44
Autres activités de services	3	-63	-2	-76
Services principalement non marchands	22	-7	-2	-14
Total	100	-21	-21	-33
dont principalement marchands	78	-25	-20	-39
dont principalement non marchands	22	-7	-2	-14
Total principalement marchands hors loyers	65	-30	-20	-46

Lecture : au 27 mai 2020, l'activité économique aurait diminué de 21 % par rapport à une situation normale tandis qu'elle avait diminué de 33 % au 7 mai. L'industrie, dont la perte d'activité est estimée à 24 %, contribuerait à hauteur de 3 points de pourcentage à cette baisse.

Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Encadré : la reprise de l'activité aurait été graduelle autour du 11 mai

La perte d'activité économique estimée au 27 mai (-21 %) est corroborée par différents indicateurs haute fréquence : le trafic de fret ferroviaire publié par SNCF Réseau et la consommation d'électricité des entreprises mesurée par RTE (Réseau de transport d'électricité). L'un comme l'autre suggèrent une reprise progressive de l'activité, sans changement soudain autour du 11 mai.

La circulation sur le réseau SNCF du fret ferroviaire reprend progressivement depuis fin avril

Depuis le début du confinement, l'Insee exploite les informations journalières de trafic de fret ferroviaire transitant sur le réseau de la SNCF par rapport à une situation de référence, dite « normale ». Ces données fournissent une estimation de la perte d'activité du fret ferroviaire mais peuvent également être vues comme un indicateur plus général de la perte d'activité globale, dans la mesure où le transport de marchandises par voie ferrée est corrélé au volume de marchandises échangées dans l'économie.

Alors que la circulation du fret ferroviaire avait fortement diminué durant le premier mois de confinement avec une moyenne de trains en circulation de l'ordre de 63 %, il avait légèrement repris les deux semaines précédant le déconfinement (69 % ; *graphique 1*). Depuis fin avril et progressivement, la circulation de trains de fret a fortement augmenté pour s'établir à 78 % en moyenne de son trafic normal depuis le 11 mai. Cette remontée du trafic de fret est donc proche de la reprise relative de l'activité économique générale et illustrerait le caractère progressif de cette reprise.

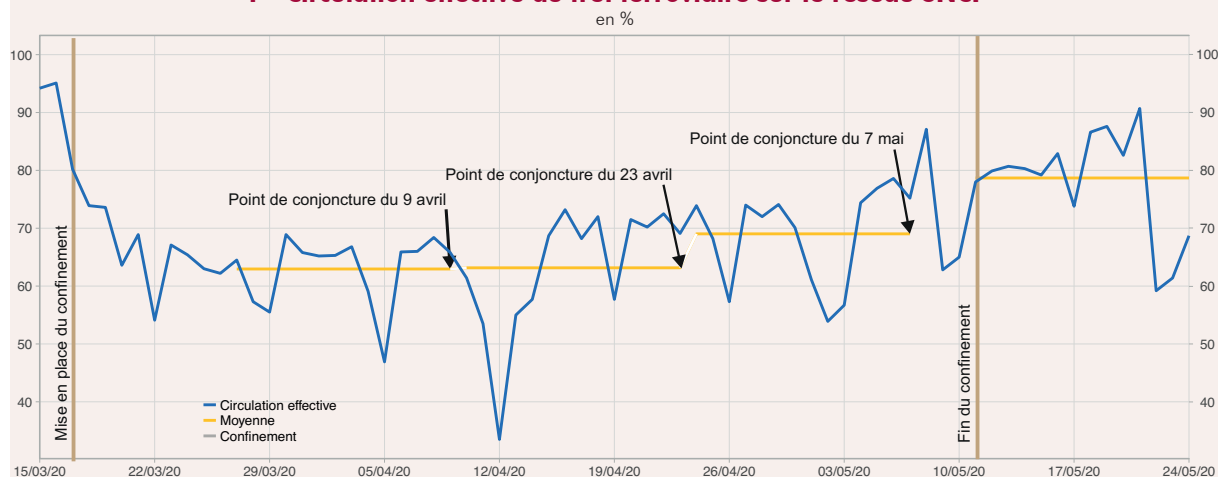
La consommation d'électricité des entreprises se redresse progressivement, signe d'une reprise d'activité graduelle

Les données de production et de consommation d'électricité quotidiennes françaises reflètent la modification des comportements induite par la crise et sont utiles pour suivre en temps réel les évolutions de l'activité. L'électricité étant l'une des formes d'énergie les plus utilisées dans le processus de production, les variations de sa production et de sa consommation reflètent les grandes évolutions du PIB.

En particulier, les données de consommation électrique de RTE donnent une première estimation de l'effet du confinement puis de sa sortie, pour certains secteurs d'activité¹ (*graphique 2*). De fortes disparités sectorielles apparaissent entre le 23 mars et le 10 mai, durant la période de confinement (on écarte la première semaine de confinement, qui a donné lieu à des comportements d'ajustement progressifs et n'est pas représentative), puis depuis le 11 mai avec le déconfinement progressif. Le secteur ayant subi la plus forte baisse est celui des transports et de l'entreposage (de l'ordre de 60 % entre le 23 mars et le 10 mai) ; cela pourrait s'expliquer par la forte réduction des activités de la SNCF et des compagnies de transports urbains notamment. La consommation d'électricité de ce secteur remonte ensuite peu à peu depuis le début du déconfinement (-40% entre le 11 et le 18 mai). La baisse a été aussi relativement prononcée dans l'industrie manufacturière (de l'ordre de 20 % entre le 23 mars et le 10 mai), suivie d'une lente remontée durant tout le mois d'avril jusqu'à atteindre -5 % entre le 11 et le 18 mai. Au total, la consommation d'électricité, comme le trafic de fret ferroviaire, augmente progressivement mais sans changement soudain autour du 11 mai. ■

1. Ceux pour lesquels un certain nombre d'entreprises, pas nécessairement représentatives d'ailleurs, sont raccordées directement au réseau.

1 - Circulation effective du fret ferroviaire sur le réseau SNCF

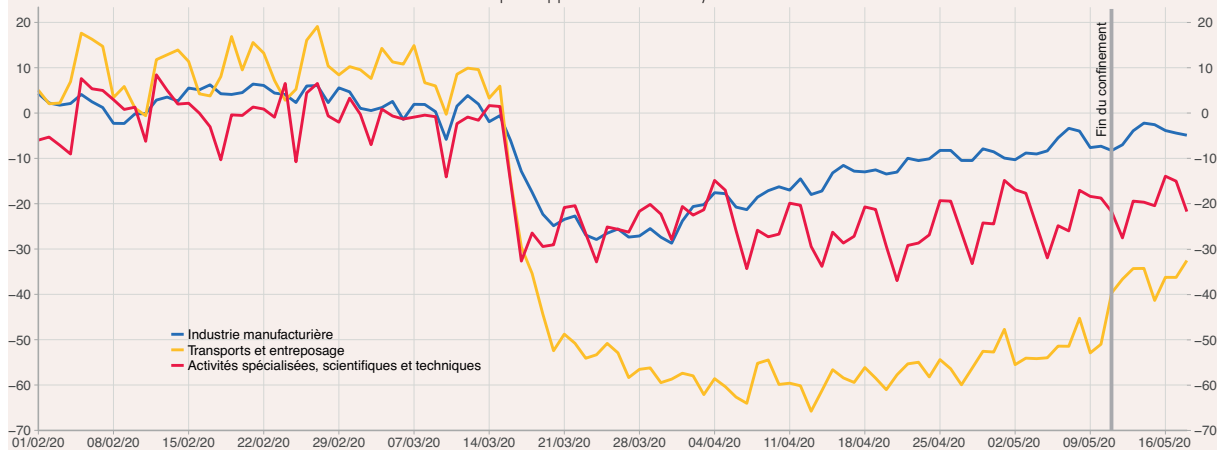


Lecture : le 15 mars 2020, la circulation effective de trains de fret ferroviaire sur le réseau SNCF était de 94 % par rapport à une journée de référence.

Sources : SNCF Réseau, calculs Insee

2 - Consommation d'électricité par secteur pour les clients raccordés à RTE, corrigée des jours ouvrés

écart par rapport au niveau moyen en %



Lecture : le mercredi 1^{er} avril 2020, la production d'électricité est inférieure de 6 % au niveau moyen de production d'un mardi du mois d'avril qui connaîtrait une température moyenne identique à celle enregistrée ce jour-là. Ce niveau moyen est estimé sur une période allant du 1^{er} janvier 2012 au 24 février 2020.
Sources : RTE, calculs Insee